



infos

Bulletin trimestriel d'information du réseau Immigration Développement Démocratie

Octobre - Décembre 2010
n° 29
PAF : 2 €



dossier

Rencontre nationale de Mehdia
Migrations et développement :
quelles perspectives ?



SOMMAIRE DU N° 29

Edito	▶ 2
Actualité du réseau	▶ 3
Publications et agenda	▶ 4
Dossier : Rencontre nationale de Mehdi Migrations et développement : quelles perspectives ?	▶ 5
En direct du terrain Une année au Maroc	▶ 9
Réflexions et débats Discriminations, quand l'Europe exporte son modèle	▶ 10
Zoom sur... L'association Almostakbal pour le développement	▶ 12

Ce bulletin a été réalisé par la commission communication d'IDD, avec la participation des membres du réseau.

Coordination et maquettage :
Raphaël Mège

Rédaction :
Raphaël Mège, Latif Mortajine, Laure Simoutre,
Aballah Zniber et les membres du réseau

Photos de couverture : Sarah Chateau (IDD)

Tous les numéros d'IDD *infos* sont consultables
sur notre site : www.idd-reseau.org

Vous pouvez agir et soutenir l'action du Réseau IDD
130 rue des Poissonniers
75018 Paris
Tél/fax : 01 55 79 09 34
contact@idd-reseau.org

Etats d'âme !

Réagir en conscience pour dire non à la dérive de la France sous forme de 8^{ème} loi sur l'immigration concoctée par la même idéologie, au pouvoir depuis huit ans !

Voltaire a écrit : « *Nous ressemblons aux moutons qui bêlent, qui jouent, qui bondissent en attendant qu'on les égorge. Leur grand avantage sur nous est qu'ils ne se doutent pas qu'ils seront égorgés, et que nous le savons* ». Le lancement du débat sur l'identité nationale, la libération de la parole raciste, le repli nationaliste, les surenchères sécuritaires et les expulsions des Roms ont bien préparé le terrain à la nouvelle loi sur l'immigration. Il ne faut pas se tromper, sans tomber dans des amalgames, mais tout en tirant les leçons de l'Histoire, l'idéologie nazie a déjà montré les dangers de séparer dans un même pays les originaux des autres. Cette nouvelle loi qui crée le « Français AOC » a un parfum nauséabond ségrégationniste !

Nous continuons à penser que la France est un pays riche de ses apports divers, des individus ayant conscience d'appartenir à une communauté de destin. Le pacte social qui les unit est fondé sur des valeurs telles que la laïcité, la liberté, la citoyenneté et la solidarité. La langue, la religion, la culture et la nationalité peuvent être multiples. La cohésion sociale, le vivre ensemble et la paix ne peuvent se réaliser pleinement que dans le cadre d'un pays égalitaire, ouvert et fraternel.

Vu le climat politique très pollué de ces derniers mois, il paraît primordial d'ouvrir un débat franc, clair et sincère pour un pacte social rejetant les inégalités et la politique du bouc émissaire menée par la droite et l'extrême droite, et lançant un débat avec la gauche française sur ses vraies intentions à notre égard, nous les Français non AOC, nous les étrangers avec ou sans droits, nous les immigrés avec ou sans papiers, nous les travailleurs avec ou sans emploi et nous les pauvres avec ou sans visa.

Latif Mortajine

Réalisé avec le soutien de :



Séminaire estival de l'association Ait Aritane

Fondée en 1999, l'association Ait Aritane pour le développement et la coopération a pour mission de contribuer à l'amélioration des conditions de la population de la vallée de Toudgha Tinghir (sud du Maroc), dans des domaines d'activité aussi divers que l'éducation et la formation, l'environnement, la santé et l'hygiène, les activités génératrices de revenus, les infrastructures, les activités sportives et culturelles etc. La période estivale est chaque année l'occasion de proposer des activités particulières. Cette année, l'association a organisé, en collaboration avec la Fédération des associations de développement de Tinghir, et en présence des représentants d'une dizaine d'associations de la société civile locale et d'un certain nombre de ressortissants à l'étranger originaires de Tinghir, un séminaire sous le



thème « *L'émigration et le développement territorial : quelle relation ?* ».

Ce séminaire, qui s'est tenu le 29 juillet, a fait intervenir Mohamed Naim, professeur-chercheur en émigration internationale, tourisme et agriculture (Université de Safi), Abdelkader Salhi, de l'association Amazan (Espagne) et Mohamed Ait Khendouch (Génération Tinghir France).

Partant d'un état des lieux alarmant, le séminaire était une occasion de réfléchir sur l'émigration et le développement : réalités, attentes et enjeux,

contribution des Marocains résidant à l'étranger (MRE) au développement local. La rencontre s'est achevée par des recommandations, parmi lesquelles on peut citer la nécessité :

- de surmonter les blocages qui entravent la création d'associations dans les pays d'accueil, visant à fédérer les efforts dans des réseaux formels qui facilitent la communication avec les associations et institutions locales ;
- d'unifier la vision, les stratégies et les méthodes du travail entre les associations locales et celles des émigrés ;
- de faire bénéficier la région des mouvements de transferts de devises réalisés par les MRE ;
- de programmer des grands projets fédérateurs bénéfiques pour l'ensemble de la région.

Contact : aitaritane@yahoo.fr

« J'imagine » : un court-métrage de Khamsa avec les nomades

Depuis plusieurs mois, deux étudiants de l'Institut européen de cinéma et d'audiovisuel (IECA) de Nancy ont suivi les jeunes de Khamsa dans leur projet « École pour tous 2010 ». Ce chantier avait pour décor le désert du groupement nomades d'El Allouf à proximité de l'oasis de Figuig.

Thomas Lehout et Thomas Soullignac ont réalisé un film documentaire de 26 minutes sur l'engagement des jeunes dans la solidarité internationale. Intitulé *J'imagine*, celui-ci retrace sans tabou les parcours et les questionnements de quelques jeunes avant, pendant et après le chantier d'avril 2010.

Le film sera projeté à de nombreuses reprises, notamment lors de la Semaine de la solidarité internationale, du 13 au 20 novembre 2010.



Voici ce que les deux Thomas retiennent de leur expérience :

« S'engager, agir, partir.

Filmer, observer, réfléchir.

Naïfs, nous sommes partis avec les mêmes motivations et envies que tous, avec pour but la réalisation d'un documentaire.

Confrontés à un monde qui n'est plus le nôtre, nous avons tenté de faire évoluer le film au fil de rencontres qui n'ont cessé d'éclairer notre point de vue.

Comme tous, nous avons vécu des moments intenses.

Entrer sous les tentes de nomades, être accueillis parmi eux, filmer un sourire... Autant qu'au travers d'une caméra, les images étaient fortes.

Plus qu'une simple expérience de tournage, le film est et sera pour nous le moyen de réfléchir sur des sujets aussi vastes et prenants que ceux de la solidarité internationale et plus généralement de l'aide à autrui...

En espérant que d'autres pourront voir ces pistes de réflexion à travers nos images... »

Contact : association.khamsa@gmail.com

Blog : association-khamsa.blogspot.com

Mission du Réseau IDD en Palestine

A travers les initiatives qu'il met en œuvre dans les domaines de la culture et de l'éducation populaire depuis sa création, le Réseau IDD a vocation à affirmer le besoin des populations rurales en terme de développement culturel, dans l'objectif de promouvoir le droit à l'éducation au Maroc et plus largement au Maghreb. C'est dans cette perspective que le réseau participe activement à la préparation du Forum mondial sur l'éducation (FME) qui aura lieu en Palestine du 28 au 31 octobre prochains, et qu'il y animera un atelier le 28 octobre. Les échanges qui seront développés dans ce



cadre permettront de renforcer les connaissances d'IDD dans le domaine de l'éducation pour pouvoir par la suite échanger avec ses partenaires au Maroc et en France, et d'établir des liens avec les associations palestiniennes intéressées par cette même thématique éducative.

En amont du Forum, IDD participera à une mission civile de solidarité avec le peuple palestinien, en partenariat avec l'UJFP et l'ATME. Cette mission sera l'une des cinq missions organisées par la CCIPPP.

Le Forum mondial sur l'éducation aura lieu à Ramallah, Gaza, Jérusalem, Haïfa, et un contact sera établi avec Beyrouth (camps de réfugiés du Liban). La mission civile se limitera quant à elle à Ramallah, Jérusalem, Bethléem et Haïfa. Elle commencera le 23 octobre pour s'achever le 1er novembre.

Site de la mission : www.protection-palestine.org

Site du FME : <http://wef-palestine.org>



Migrant au pied du mur

de Fabien Didier Yene

Fabien Didier Yene a quitté le Cameroun pour faire route vers l'inconnu. S'inspirant de ses expériences personnelles et de celles d'autres migrants africains, il raconte dans ce récit deux itinéraires différents à travers les pays de migration et nous renseigne sur les épreuves subies par ces groupes de personnes désespérées (rackets, humiliations, vols, viols et meurtres) tout au long de leur « traversée du désert ».

Ed. Séguier, 284 p., 25 euros

Voir le témoignage de l'auteur en pages 8-9 de ce numéro.

Atelier inter-diasporas : « Migrations et développement : quels projets ? Quels partenariats ? », le samedi 20 novembre

L'apport des migrants au développement des pays d'origine commence à être reconnu, bien qu'il soit une pratique ancienne des concernés aux plans tant individuel que collectif. Plusieurs études démontrent l'impact positif des projets portés par les migrants, le dernier en date au niveau international étant le PNUD dans son rapport mondial sur le développement humain intitulé « *Lever les barrières : mobilité et développement humain* ».

C'est dans ce contexte qu'IDD organise le samedi 20 novembre une rencontre inter-diasporas en France, conçue comme une étape dans la construction des échanges Sud/Sud/Nord.

L'objectif de cet atelier, organisé dans le cadre de la Semaine de la solidarité internationale et de l'Initiative conjointe Migrations et développement, est de faire le point sur cette question à partir d'exemples de projets de développement, de réfléchir ensemble sur nos pratiques en tant qu'associations issues de l'immigration et associations de solidarité internationales, et de favoriser le rapprochement et les liens entre les différentes initiatives et projets portés par les migrants ici et les structures associatives partenaires au Sud.

Cet atelier se veut aussi une contribution à la dynamique des Forums sociaux, avec la perspective de participer activement à la préparation et à la réussite du prochain Forum social mondial (Dakar, février 2011).

Le 20 novembre, de 11h à 19h, dans les locaux de Via le Monde à Bobigny - 2 bis rue Pablo Picasso, m° Bobigny-Pablo Picasso (ligne 5).

dossier

Rencontre nationale de Mehdia Migrations et développement : quelles perspectives ?

Le projet fédérateur « Associations migrantes, associations villageoises : Une mise en réseau pour un développement local et solidaire » lancé par IDD/FMAS/IFAD/TOUYA en octobre 2009, dans le cadre de l'initiative conjointe Migrations et développement, porte en son cœur une question transversale importante : celle du lien entre migrations et développement, un enjeu fondamental au Maroc et au niveau mondial.

La rencontre nationale de Mehdia, les 24 et 25 juillet derniers, a permis de faire le point sur les acquis de cette expérience et sur ses perspectives d'avenir. Elle a été l'aboutissement des trois séminaires régionaux qui s'étaient tenus à Khmis Dades (pôle sud), Figuig (pôle nord-est) et El Hajeb (pôle centre). Voici un aperçu de ses échanges et apports.



FONDATION
DE
FRANCE

La rencontre de Mehdia revêtait un caractère important pour IDD et ses partenaires associatifs au Maroc. Quatre grands objectifs étaient en effet poursuivis :

- faire le point sur le projet fédérateur à mi-parcours de sa réalisation ;
- analyser l'impact de la formation-action sur les stagiaires, les associations bénéficiaires et leur environnement local ;
- réfléchir sur le lien entre migration et développement et sur les liens Sud/Sud/Nord à renforcer dans la seconde partie du programme ;
- réfléchir collectivement sur les perspectives de mise en réseau et de structuration de la dynamique liée au projet fédérateur.

Du point de vue de la méthode, cette rencontre prévoyait de responsabiliser les stagiaires de la formation-action à travers leur participation à l'animation de la rencontre nationale, de faire appel à des intervenants extérieurs lors de la table ronde, et enfin d'organiser des travaux de groupes.

Trois temps forts ont marqué la rencontre :

- La matinée du samedi consacrée à l'impact de la formation-action.
- L'après-midi du samedi consacrée aux enjeux liés à la problématique « Migrations et développement et rapports Sud/Sud/Nord ».
- La matinée du dimanche consacrée à la mise en réseau et aux perspectives de structuration.

La mise en réseau et les perspectives de structuration

Les participants au séminaire ont travaillé sur cette problématique en deux temps :

- Exposé des résultats des travaux des trois séminaires qui ont eu lieu à Khmis Dadès (pôle sud), à Figuig (pôle Nord/Est) et à El Hajeb (pôle centre).

- Répartition des participants en groupes de travail pour réfléchir ensemble sur les perspectives de travail, la méthodologie et les thématiques à venir.

Le premier groupe a identifié :

- Des difficultés : l'éloignement géographique, la différence des objectifs, la faiblesse du bénévolat au sein de la population.

- Des axes de travail : le renforcement des capacités des acteurs associatifs, le plaidoyer (sur le statut des animateurs ainsi que sur le bénévolat et la participation locale), l'échange d'expériences (avec les

blogs, échanges bilatéraux, voyages d'échanges), une structure de coordination au niveau régionale, un projet commun, la préservation et le renforcement de la relation de partenariat triangulaire d'IDD.

Le second groupe a soulevé :

- La diversité des types de partenariats : durée, liens entre origines géographiques et associations locales, modes de fonctionnement.

- Des points faibles : relation et gestion du financement, problèmes de transfert d'argent, problèmes de confiance, de communication et d'indépendance, manque de concertation entre associations marocaines et françaises, problème de la hiérarchie.

- Des points forts : jumelage entre les autorités locales Nord/Sud, concertation sur le montage de projet, connaissance et lien avec les régions d'origine.

- Une proposition d'évolution afin de prendre en compte l'importance de la première phase de diagnostic : prendre le temps de construire le partenariat, organiser des rencontres et des ateliers d'échanges entre associations françaises et marocaines, changer l'image réciproque des associations françaises et marocaines, travailler sur les liens d'amitié entre elles.

- Les perspectives du réseau : prendre du temps pour s'approprier la philosophie du réseau, comprendre l'importance de la création d'un réseau formel tout en conservant de l'informel pour laisser les associations marocaines réfléchir à la création du réseau, trouver des thèmes, valeurs et intérêts communs, mettre en place une charte des associations marocaines.

Table-ronde « Migrations et développement et rapports Sud/Sud/Nord »

La table-ronde a été l'un des moments forts du séminaire. Elle a constitué un temps de réflexion sur les enjeux des politiques migratoires menées par l'Europe, le Maroc et leurs conséquences sur le sort des migrants au Nord comme au Sud. Elle a aussi été l'occasion de donner la parole à deux représentants des associations subsahariennes vivant au Maroc pour témoigner du sort réservé aux migrants au Maroc, et de montrer la richesse de leurs pratiques associatives et sociales.

Le débat a notamment rappelé l'évolution des politiques migratoires Europe-Maroc, avec les dates clés de la politique migratoire européenne (harmonisation du

contrôle des frontières, accords de Schengen avec l'unification des conditions d'entrée et de concession de visas, traité de Maastricht qui a fait de l'immigration une question d'intérêt commun pour l'UE, etc.), et des politiques européennes concernant le Maroc (construction des barrières barbelées autour des enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla, le Maroc désigné comme prioritaire pour élaborer des plans d'action visant à stopper les migrants d'Albanie, d'Afghanistan, du Sri Lanka et de la Somalie, politique européenne de voisinage, loi sur l'entrée et le séjour des étrangers au Maroc en 2003, première campagne policière contre les exilés en 2005...).



L'impact de la formation-action

Il a été proposé aux stagiaires de réfléchir à cette question personnellement et collectivement, avec les membres de leur association, en se focalisant sur les premiers signes d'impact de la formation-action à trois niveaux :

- le niveau individuel, qui concerne le-la stagiaire, via les compétences acquises, les changements visibles ou non sur sa personne ;
- celui de l'association via ses méthodes de travail ainsi que les projets qu'elle a pu développer ;
- celui de l'environnement de l'association : sa sphère d'influence.

Un atelier a ensuite été organisé avec eux pour pouvoir analyser plus en profondeur leurs observations sur ces premiers éléments d'impacts, sachant qu'il s'agit de signaux visibles ou non, perceptibles ou non. Leur travail a été mené via trois groupes correspondant chacun à un niveau d'impact. Les par-

ticipants se sont montrés très intéressés par les présentations des différents types d'impact. Leurs questions et observations ont porté sur plusieurs axes :

- le lien entre les associations du Maroc et les associations de France ;
- les acquis pour les stagiaires ;
- l'apport des stagiaires ;
- l'impact sur l'association.

Il ressort des échanges que le suivi-évaluation est important pour pouvoir déceler les premiers signes d'impact, qui vont bien au-delà des résultats car les éléments concrets se feront très certainement sentir dans un second temps, dans l'après-formation.

Ainsi, comme le souligne le formateur, la formation-action est un combat permanent. Ce premier projet, novateur, va participer à l'animation territoriale en contribuant notamment au renforcement des liens entre l'association et la population.

contraint le Maroc à jouer le rôle de gendarme, c'est-à-dire un rôle très répressif à l'égard des pauvres subsahariens que nous sommes, en compensation de certains privilèges ou avantages (augmentation du quota des visas pour les Marocains, les travailleuses saisonnières dans les champs en Espagne...).

Moi, je dis que le Maroc se doit d'encourager énergiquement la migration car elle a toujours été un grand atout pour le développement d'un pays. La France, l'Espagne et bien d'autres en savent quelque chose et sont tous conscients de l'apport de la migration dans le développement. J'espère que vous conviendrez avec moi que les Marocains résidant à l'étranger contribuent au développement du pays quatre fois plus que le mensonge proféré par les grandes puissances prédatrices européennes sur l'aide au développement.

Les discours politiques des pays développés pour la gestion concertée des flux migratoires avec les pays pauvres sont toujours embarrassants et pas cohérents. Je pense que le Maroc doit profiter des Subsahariens qui sont sur son territoire pour développer les stratégies d'insertion dans les secteurs d'activités comme l'agriculture, l'élevage, le bâtiment, etc. (...)

Les Subsahariens qui essayent tant bien que mal de travailler ici sont corvéables, et dans cette misère d'aucuns aident concrètement leur famille. (...) Moi-même, si je travaille au Maroc et parviens à envoyer 500 dirhams tous les deux mois à ma famille, je vous jure que cela va beaucoup l'aider. (...) L'aide au développement qu'octroie l'Europe à mon pays, ma famille et moi ne l'avons jamais vue. (...) Dans mon village, il n'y a pas de route, pas de centre de santé, pas d'école,

• • •

Témoignage d'un Camerounais au Maroc

Exposé de Fabien Didier Yene, auteur de « Migrant au pied du mur » (cf. p. 4) et président de la Communauté des Camerounais du Maroc (CCAM)

« Je m'appelle Fabien Didier Yene. Je suis migrant camerounais vivant au Maroc depuis sept ans, quand je suis arrivé au Maroc en 2003 par la frontière Algérienne. (...)

Notre souhait au niveau du Maroc a toujours été celui de créer des synergies avec des Marocains résidant à l'étranger (...) pour faire booster les choses ici au Maroc dans le sens du respect des droits les plus élémentaires des Subsahariens.

Nos droits ne doivent plus être bafoués et (...) la société civile marocaine doit changer le regard qu'elle

a sur les migrants subsahariens. Je voudrais aussi attirer une attention particulière sur certains médias locaux qui ne devraient plus exciter la population à la xénophobie. Les messages d'ordre raciste qu'ils véhiculent ne sont pas différents de l'image stéréotypée qu'on voudrait nous faire croire aujourd'hui sur les arabes et le terrorisme.

En Europe le mot ARABE fait peur, et c'est l'image que certains médias marocains véhiculent sur les Subsahariens : profiteurs, porteurs de maladies, voleurs, etc. C'est un mensonge qui ne dit pas son nom. Le Maroc est en Afrique et nous resterons africains. (...) Les Africains en général sont la cible des politiques sécuritaires, xénophobes et racistes que prône l'Union européenne, qui

• • •
pas de ponts au-dessus des ruisseaux, (...) et même pas d'épicerie à moins de six kilomètres. (...) La migration irrégulière est le révélateur des politiques européennes à l'encontre des petits Etats africains. Tout migrant, régulier ou irrégulier, participe directement au développement de son pays d'accueil, de son pays de transit, de sa famille et de son pays d'origine. Je finis mon propos en affirmant que le Maroc doit définir sa propre politique pour la gestion des migrations subsahariennes. Nous sommes un atout pour le développement du Maroc. (...) Mon livre relate les péripéties de tous ces hommes, femmes et enfants que vous rencontrez à tout bout de chemin, que les politiques voudraient mettre à l'écart, mais croyez-nous, ils se battent pour survivre malgré les humiliations, les viols, les vols, les arnaques, voire la déshumanisation pour ne pas dire la chosification. Ce sont des héros dans l'ombre, les prophètes de cette génération. »

Migrations circulaires ou circulation migratoire ?

Exposé de Chadia Arab, chercheuse au CNRS

En 2009, 17.000 femmes marocaines sont allées cueillir la fraise à Huelva dans le cadre de « contrats en origine ». Elles sont, en 2010, moins nombreuses à cause de la crise. Ces femmes sont mariées, divorcées, ou encore veuves, mais elles ont toutes des enfants, condition nécessaire à leur recrutement. Cette politique de main d'œuvre entre l'Espagne et le Maroc est clairement sexuée et permet dans le même temps de lutter contre les migrations clandestines par un système bien huilé financé par l'Union européenne (programme AENEAS). Le projet se nomme « Programme de gestion éthique de l'immigration saisonnière » entre le Maroc et la province de Huelva. Derrière la théorie de cette gestion, il y a des femmes qui laissent enfants, parfois maris et parents, et circulent entre Huelva et le Maroc pour travailler un à six mois de l'année en terre espagnole.

Il s'agit de comprendre alors comment cet espace est devenu sexué et d'interroger le passage d'un espace agricole majoritairement masculin à un espace aujourd'hui devenu majoritairement féminin. Nous voyons apparaître alors une imbrication des rapports de domination : âge (plus de 50 % de ces femmes ont entre 30 et 40 ans), classe (ce sont majoritairement des femmes rurales et pauvres), nationalité (en 2009, les femmes travaillant dans les coopératives de fraises dans

Conclusions générales du séminaire

Les rapports des travaux des ateliers et les débats ont fait apparaître les tendances suivantes :

- **Clarification** : relation partenariale entre les associations de France et les associations villageoises, conduite de projet et méthodologie de travail en commun, lien avec les collectivités territoriales et les institutions de l'Etat, engagement militant, bénévole ou salarial, identification d'axes de travail pour le réseau (éducation et accès au savoir pour tous, jeunes et citoyenneté, genre et participation active des femmes dans la société).
- **Renforcement du lien et consolidation de la confiance** : type de trigonalisation, multiplication des rencontres, intensification de la communication entre les membres des réseaux au Nord comme au Sud, création de liens thématiques entre les associations membres, sens des actions et généralisation du plaidoyer.
- **Structuration** : capitalisation de la formation/action, amélioration des conditions de travail dans les structures membres, mise en place d'une stratégie de passage du réseau informel au réseau formel, sans faire l'économie d'une réflexion sur les mutations structurelles du Maroc et tirer les expériences des autres tentatives de mise en réseau.

la province de Huelva sont majoritairement marocaines, mais aussi roumaines, bulgares, polonaises, et plus rarement espagnoles).

On voit aussi apparaître une évolution dans la terminologie utilisée par les chercheurs et celle des politiques. En effet, alors que la notion de « migration circulaire » est largement diffusée au sein des politiques, celle de « circulation migratoire », moins connotée politiquement et plus solide scientifiquement, reste la notion défendue par les chercheurs en sciences sociales.

Ainsi au niveau politique le terme de migration circulaire a été repris et redéfini autrement. Il évoque alors une politique de régulation des flux migratoires, une politique du contrôle des frontières, une politique d'immigration choisie, une politique utilitariste, une politique marquée par des inégalités entre le Nord et le Sud, servant à garantir les besoins économiques des pays du Nord (UE, Etats-Unis, Canada, etc.) grâce aux pays du Sud, tout en se donnant bonne conscience. Bonne conscience, car ces migrations circulaires servent bien entendu à développer les pays du Sud (Amérique latine, Afrique, Asie du Sud) d'où est originaire la majorité de ces migrants temporaires.

L'exemple des saisonnières marocaines à Huelva entre tout à fait dans cette logique européenne de la migration circulaire.

Une année au Maroc

Laure Simoutre a effectué pour IDD une mission d'un an au Maroc. Au-delà du travail accompli, cette année a été déterminante pour la jeune volontaire. Récit d'une année de volontariat entre ici et là-bas...

A Paris...

D'intenses moments de formation, puis de capitalisation collective avec les autres volontaires et l'équipe du Programme Echanges et Partenariats. Prise de recul et va-et-vient essentiel entre l'action et la réflexion. Pour moi, c'était aussi une ouverture sur un univers associatif et militant plus vaste, et sur des thématiques nouvelles. La préparation de ma mission avec l'équipe d'IDD. Mes appréhensions.



A Rabat...

Les sessions de la formation-action à l'Institut de Formation des Agents de Développement (IFAD) où je retrouvais tous les deux mois les 25 stagiaires des associations partenaires du réseau IDD. Ma participation au projet fédérateur qui m'a confrontée à des problématiques telles que l'enjeu du lien entre migrations et développement, la complexité du lien entre les MRE (Marocains résidant à l'étranger) et leur pays d'origine, et inversement. Mais aussi la lutte pour les droits des femmes et l'égalité des genres, le manque de statut et de reconnaissance des permanents des petites structures associatives marocaines... Des rencontres et des échanges avec d'autres volontaires ou bénévoles au sein d'associations qui œuvrent dans le domaine des

droits humains, des droits des migrants subsahariens, qui m'ont permis de comprendre et de mieux appréhender le contexte et les réalités marocaines. Ma consternation face à la situation des migrants subsahariens au Maroc qui n'ont pas accès à leurs droits, les effets des politiques européennes, les refoulements dans le désert d'Algérie, le racisme. Le parallèle avec la situation des migrants en France et la politique en matière d'immigration.

Aux quatre coins du Maroc...

A Figuig, Khmiss Dades, Ait Herbil, Beni Ayatt, Ouled Ftata, Targamait, Fes, Al Hoceima, Tinghir, Bouizakarne, Imiougadir. Des missions de terrain au sein des associations rurales qui m'ont permis d'avoir une

meilleure connaissance des pratiques et du fonctionnement de celles-ci et de remettre en question nos projets, et d'avoir un autre regard sur notre action au sein de nos associations en France. Des missions d'accompagnement sur la communication, la capitalisation et la valorisation à travers le blog et d'autres outils de communication, afin de renforcer les capacités des associations. Ces ateliers qui ont parfois permis d'aborder les fondamentaux des projets menés par les asso-

ciations. Ma contribution au renforcement des liens et des partenariats entre associations françaises et marocaines. Le partenariat, une pratique de la solidarité internationale, un défi qui vise à construire des rapports égalitaires entre des structures, mais aussi au-delà, entre des sociétés d'ici et d'ailleurs.

Et puis partout...

Des questionnements sur les enjeux mondiaux, sur notre action en tant qu'acteurs de la solidarité internationale. Un accueil chaleureux. Des rencontres inoubliables.

Laure Simoutre, *volontaire dans le cadre des programmes d'échanges d'Echanges et partenariat*

Site : <http://ep.reseau-ipam.org>

Discriminations, quand l'Europe exporte son modèle

La crise économique qui secoue la planète depuis bientôt deux ans est un précieux paravent pour dissimuler une autre crise plus sournoise : une crise morale, que les pays industrialisés s'emploient à creuser toujours davantage.

Un fait étonnant est venu souligner cet été un autre visage de la mondialisation : la généralisation des politiques discriminatoires à l'égard des migrants aux plus hauts niveaux. En effet, à l'issue de sa 77^e session, le Comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD), qui étudiait les rapports relatifs aux « mesures prises pour se conformer aux dispositions de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale » que lui avaient fournis onze pays, rappelait sans ménagement le Maroc et la France à leurs obligations envers les migrants. Ces deux pays mènent actuellement de violentes campagnes à l'encontre de populations clairement ciblées : les Roms en France, les migrants subsahariens au Maroc.

Certes, les contextes sont différents. La France est l'un des fers de lance au niveau européen des politiques migratoires porteuses d'exclusion, et l'« épisode estival³ des Roms n'est hélas qu'une nouvelle page dans la longue et sombre histoire des politiques de gestion des flux migratoires menées depuis plusieurs décennies par les gouvernements successifs mais dont M. Sarkozy a fait un champ d'action prioritaire depuis son accession à la présidence de la République. Si l'on peut voir derrière ce dernier fait d'armes le signe probable de l'entrée en campagne de l'actuel président, à deux ans de la prochaine élection présidentielle, la situation n'en est pas moins préoccupante quand les sondages semblent indiquer l'adhésion d'une majorité de citoyens français à

ces discours d'exclusion. Le racisme est une recette souvent juteuse politiquement voire électoralement. Le citoyen aime qu'on lui montre un responsable à son malaise dans une société qui se déshumanise...

Maroc sous influence

Cette stratégie n'en est que plus criminelle, d'autant qu'elle mobilise des ressorts qui inspireront ensuite les politiques adoptées par l'Union européenne. Laquelle reporte ses sinistres ambitions sur des gouvernements au Sud dont elle se fait des alliés à bon compte : « Tu luttas contre l'immigration clandestine sur ton territoire, je te promets une aide et une coopération avantageuses ». Le Maroc n'a sans doute pas besoin de la France ou de l'Europe pour maltraiter les migrants subsahariens qui pénètrent clandestinement sur son sol. Mais le vif encouragement de l'Union européenne à « mieux gérer » ses migrants a indiscutablement poussé l'Etat marocain à durcir le ton et accroître la répression, et encouragé la population à manifester l'expression ouverte du rejet. Mais quand on a ouvert en grand la boîte aux exclusions, il est difficile de la refermer. Elle permet tous les défoulements sur des boucs émissaires tous désignés. Le CERD a vu juste dans ses appréciations même s'il reste diplomatiquement en deçà de la réalité. « *Le Comité s'inquiète de la tenue de discours politiques de nature discriminatoire* » et « *de la montée des*

Ceuta et Melilla, il y a cinq ans

Ceuta et Melilla sont deux enclaves espagnoles en plein territoire marocain. Elles concentrent quotidiennement d'importants flux de personnes, puisque 30.000 travailleurs de jour marocains peuvent entrer à Ceuta et 20.000 à Melilla. Pénétrer dans ces villes signifie mettre un pied dans l'Union européenne. Pour cette raison, elles attirent de nombreux migrants qui cherchent à atteindre l'Europe. Pour cette raison également, des murs de barbelés s'y dressent, qui marquent brutalement la frontière entre l'Union européenne et l'Afrique. Depuis la mise en place en 1998, par le gouvernement espagnol, de fortifications militaires équipées de matériel de surveillance autour de Ceuta et Melilla, les drames humanitaires qui se sont succédé ont mis ces enclaves sur le devant de la scène. Ainsi, à l'automne 2005, des centaines voire des milliers de migrants, principalement subsahariens, ont tenté de franchir les murs de grillages et de barbelés. Débordées, les polices espagnoles et marocaines ont tiré, tuant treize candidats à la migration et blessant de très nombreux autres.



manifestations et des violences à caractère raciste envers les Roms sur le territoire français », et s'avoue « préoccupé par des informations selon lesquelles il est envisagé en France de prendre des mesures dans les domaines de la citoyenneté, avec des conséquences discriminatoires fondées sur l'origine nationale. » Quelques jours plus tôt, un membre du CERD, repris dans un communiqué de presse, affirmait que le discours de Nicolas Sarkozy prévoyant le retrait de la nationalité française dans certains cas était « non seulement discriminant contre les Français d'origine étrangère », mais qu'il « constitu[ait] également une incitation à la haine ». Tout aussi intéressant, la même personne jugeait « comme un

fait "grave" l'adhésion de la majorité de la population française à ce discours ».

S'agissant du Maroc, le CERD relevait dans ses observations « l'absence d'un cadre législatif et institutionnel relatif à la protection des réfugiés et des demandeurs d'asile », et s'inquiétait des « informations selon lesquelles les non-ressortissants dépourvus de titre de séjour, en particulier en provenance de pays subsahariens, sont victimes de discrimination raciale et de xénophobie » ainsi que des « informations faisant état de ce que le principe de non-refoulement n'est pas correctement appliqué ».

La sourde-oreille

Pourtant, deux jours seulement après ces conclusions, le Maroc lançait une vaste opération à l'encontre des migrants subsahariens à Oujda et dans ses environs. Selon l'ABCDS⁽¹⁾, « les témoignages de ces migrants font état d'une violence et brutalité démesurée lors des interpellations. Ces arrestations, poursuit l'association, font partie de mesures de répression annoncées contre les migrants dans le but de "gonfler" les chiffres ».

Ainsi, conclut le communiqué, « dans le but de satisfaire les exigences de l'UE (...), le Maroc s'est engagé dans une guerre accentuée, très accélérée, contre les migrants sur son territoire ».

Le CERD a du mérite, et faire preuve de fermeté sur ces questions fait honneur à cet organe... qui, malheureusement, ne dispose d'aucun instrument pour imposer quoi que ce soit aux Etats qu'il épingle. Sans la pression des citoyens pour que d'autres choix soient faits aux niveaux nationaux et supra-nationaux, à commencer par le plus simple respect à l'égard d'autres êtres humains, on voit difficilement comment les choses pourront évoluer positivement.

Drôle de façon de commémorer les cinq ans des événements dramatiques de Ceuta et Melilla... On est loin du « rôle positif des migrations » que soulignait le dernier rapport du PNUD⁽²⁾.

Raphaël Mège

(1) Association Beni Znassen pour la culture, le développement et la solidarité

(2) Programme des Nations unies pour le développement

Un forum des migrants à Bruxelles, les 18 et 19 décembre 2010

La question migratoire n'est plus unidimensionnelle mais tridimensionnelle. Initialement terre d'émigration, le Maghreb est ainsi lui-même devenu au fil des années une région de transit et d'accueil. De ce fait, le Forum social maghrébin a toujours porté une grande attention à ces questions.

C'est donc naturellement que s'est posée la question d'organiser un Forum social sur les migrations en Europe. Un lieu et une date symboliques ont été choisis : Bruxelles, afin que les participants puissent faire remonter aux responsables européens les préoccupations d'une importante composante de l'immigration en Eu-

rope, et le 18 décembre 2010, journée de commémoration de la convention internationale des droits des migrants et de leurs familles (et 20^e anniversaire de cette convention... non signée par les Etats européens).

Concernant les Maghrébins, l'objectif de ce Forum est d'être un temps fort d'échanges, de débats et de propositions sur les conditions de vie de l'immigration maghrébine en Europe, sa place dans les sociétés européennes, son rôle dans la lutte pour la démocratie, le respect des droits sociaux, économiques et culturels en Europe et au Maghreb, la solidarité avec les migrants subsahariens au Maghreb, la libre circulation des per-

sonnes aussi bien entre les deux rives de la Méditerranée, que dans les pays du Maghreb, etc.

De manière plus générale, le forum des migrants mettra en exergue la problématique de l'immigration dans ses dimensions européennes et africaines, dans ses aspects culturels, sécuritaires et humanitaires, et face aux difficultés qu'elle rencontre dans les pays d'origine, de transit ou d'accueil. C'est une façon de mettre en avant la réalité de milliers de femmes et d'hommes qui ont fui la mort, la misère, l'insécurité, pour tenter de vivre dans la dignité.

IDD est membre du secrétariat exécutif chargé de la préparation du forum.

Zoom sur...

L'association Almostakbal pour le développement

Date de création : 19 mars 1994

Localité : Figuig

Blog de l'association : <http://ada-figuig.blogspot.com>



Objectif global :

Contribuer au développement durable, intégré local, régional et national

Objectif spécifiques :

- Renforcer les initiatives citoyennes et encourager le partenariat
- Appuyer et promouvoir la participation de l'acteur associatif dans le développement local
- Contribuer aux propositions, élaborations et réalisations des projets et programmes de développement

Domaines d'intervention :

- Education, formation
- Droits de l'Homme
- Insertion sociale et lutte contre la pauvreté

Projets réalisés :



- Le centre social Filala (janvier 1999) : il vise à long terme à réduire la marginalisation et l'extrême pauvreté des habitants du quartier Filala situé dans le Ksar El Maiz. Le centre est géré par la communauté à travers un comité de gestion composé des habitants, avec l'appui de l'association Almostakbal pour le Développement. Parmi les activités : école non formelle, encouragement de la scolarisation, cours d'alphabétisation, leçons de cuisine, classe préscolaire (crèche).
- Amélioration des conditions de scolarisation.
- Programme d'alphabétisation.
- Education à la citoyenneté et aux droits de l'Homme.

Projets en cours :

- Projet de renforcement des capacités des acteurs locaux de Figuig, dans le cadre du programme de la réparation communautaire géré par la Caisse dépôt et gestion et financé par l'Union européenne, sous l'égide du Conseil consultatif des droits de l'Homme.
- Organisation de cycles de formation dans les modules suivants : bonne gouvernance, gestion axée sur les résultats, approche participative, approche genre, gestion administrative et financière, techniques d'animation et formation, approche de droit, élaboration de projet, éducation à la citoyenneté, éducation aux droits de l'Homme.

Contact :

Bd. Almoukawama Ksar Elmaiz Figuig 61000

Tél/ fax : +21536897130

E-mail : ada_association_figuig@hotmail.com